

DEBAT N°8 : COMMENT MOTIVER ET FAIRE TRAVAILLER EFFICACEMENT LES ELEVES ?

On est parti du constat de l'évolution de la société depuis une trentaine d'années : faut-il faire évoluer également les pratiques pédagogiques ? Donner aux élèves plus d'autonomie, ou : mettre l'accent sur la transmission des savoirs ?

Quatre axes sont mis en valeur :

- Les pratiques et dispositifs que l'on peut regrouper sous le vocable général de « pédagogie différenciée » (groupes, modules, AI, études dirigées...)
- Inter-disciplinarité
- Valorisation, sanction, notation
- Conditions de travail : rythmes scolaires, taille des classes, accès à l'information, outils pédagogiques, de type multimédia, etc.

D) Constat

Le débat porte d'abord sur **l'utilité du travail en petits groupes** : les dédoublements dans certaines disciplines, les modules, l'aide individualisée ont permis une aide plus ciblée aux élèves en difficulté. Pour autant, il ne faut pas se cacher certains dysfonctionnements : par exemple, le dispositif d'AI en Seconde a été mis en place avec, en parallèle, une étude surveillée assurée par les aides-éducateurs, pour les élèves qui ne sont pas en AI. Cette étude surveillée n'a pas toujours donné pleinement satisfaction. On aurait besoin de personnels formés pour encadrer les élèves et pas seulement les surveiller ; la disparition des aides-éducateurs à cette rentrée n'a rien arrangé. Certains se demandent si la Seconde est le seul niveau pertinent pour l'aide individualisée. Les dispositifs d'aide ne sont-ils pas une forme de stigmatisation ? L'objectif reste bien, en effet, de permettre aux élèves de se réintégrer au groupe classe et non de les enfermer dans un « ghetto ».

Peut-on, pour autant, parler d'un échec ? Une professeure rappelle que l'aide personnalisée permet de restituer du sens aux apprentissages. Il s'agit de prendre l'enfant dans sa globalité, et de l'associer à sa propre progression. Si l'élève ne ressent pas lui-même le besoin d'une aide, celle-ci ne peut pas fonctionner : il s'agit de favoriser l'auto-construction de soi et l'auto-évaluation. Ce n'est pas tant le dispositif de l'AI qui est utile, rappelle un professeur, que l'attitude face à l'élève ; il faudrait avoir la possibilité, dans le cours, de disposer de moments de travail plus individualisé.

On en vient au problème de la **politique d'orientation** : comment expliquer cette hétérogénéité dans les classes ? Comment la justifier ? Plusieurs interventions incriminent le passage systématique d'une classe à l'autre et l'existence de cycles ; le volontarisme politique qui consiste à faire des bacheliers à tout prix ne dévalorise-t-il pas le bac ? La tentation est certes forte de revenir à une éducation, et donc à une société, plus cloisonnée : ne devrait-on pas remettre « chacun à sa place », notamment par des orientations vers l'apprentissage ? Un parent regrette que les élèves trop formés ne soient plus aussi dociles que les apprentis de naguère.

Un intervenant rappelle toutefois les besoins de la société en termes de formation : contrairement à un mythe trop répandu, la France a aujourd'hui plus de sortants au niveau V (CAP-BEP) que d'autres pays européens ; les besoins prévisibles à l'horizon 2010 font apparaître un déficit de diplômés du supérieur (notamment bac+3) pour occuper les emplois qui vont être créés. Les qualifications BEP-CAP deviendront rapidement des

passesports pour le chômage. Le taux de chômage des titulaires d'un BEP-CAP est déjà bien supérieur (15%) à celui des diplômés de l'enseignement supérieur (6%) et cet écart va se creuser.

L'hétérogénéité des classes ne doit pas être perçue comme une menace, rappellent plusieurs professeurs ; elle est profitable aux élèves moyens ou faibles. Des élèves expriment différents avis à ce sujet. Des professeurs d'anglais font état d'une expérimentation qui avait abouti à former des groupes de niveau en langues vivantes : ce fonctionnement par niveau avait été un échec. C'est au professeur de gérer l'hétérogénéité : le problème étant, comment les responsabiliser pour qu'ils se mettent au travail.

Concernant la diversité du public lycéen d'aujourd'hui, il faut rappeler que les élèves qui viennent au lycée aujourd'hui ne sont plus des « héritiers », mais que pour bon nombre d'entre eux, ils sont issus de familles qui n'ont pas eu accès au lycée ; la proportion de bacheliers a doublé en quinze ans. Il est donc normal d'avoir une plus grande hétérogénéité aujourd'hui. C'est parce que les parents ont voulu que leurs enfants aient accès à des études plus longues et soient mieux formés que l'école s'est ouverte et démocratisée. Pour certains, le travail scolaire du lycée n'est pas une évidence : c'est notre tâche que de les aider à construire un rapport positif aux savoirs et à la culture scolaire.

La question des **effectifs** est alors évoquée : contrairement à ce que prétendent les statistiques figurant sur le document officiel du débat, les effectifs ne sont pas de onze élèves par classe : le chiffre proposé est un ratio du nombre de professeurs sur le nombre d'élèves qui ne prend pas en compte le nombre de professeurs par élèves, les différences d'emploi du temps entre professeurs et élèves. La réalité est hélas bien différente : les classes de plus de trente élèves ont la règle en lycée. Comment faire cours de langues à 35 ? C'est, sans doute, le **problème principal qui fait obstacle à l'efficacité du travail**.

On aborde ensuite le problème des **programmes**. Ne sont-ils pas trop chargés, trop ambitieux ? Un professeur de sciences physiques estime qu'il faudrait recentrer les apprentissages sur les matières essentielles, par exemple en réduisant la place de la seconde langue ou de la philosophie en Terminale scientifique. Plusieurs intervenants contestent cette proposition en rappelant l'importance de la diversité des apprentissages et la nécessité de constituer une « culture commune ». Un professeur rappelle que la précédente réforme des lycées a eu justement pour but de recentrer les séries autour d'une « spécialité » dominante qui a été réévaluée. Le succès actuel des bacs scientifiques ne vient-il pas justement de ce qu'il est le plus « généraliste », et donc ne ferme aucune porte aux futurs bacheliers ? Des parents notamment s'accordent à dire que le rôle du lycée est de donner aux élèves une ouverture sur un grand nombre de domaines du savoir, ouverture nécessaire pour vivre dans le monde d'aujourd'hui. En revanche, le travail interdisciplinaire, notamment, peut permettre de diminuer la sensation d'empilement des connaissances.

II) Propositions

Le rôle de l'école est-il de s'adapter aux demandes sociales, d'être « utile » ? N'y a-t-il pas aussi nécessité de développer le sens de la gratuité et le goût de la culture, du travail intellectuel ? Une professeure de mathématiques rappelle que les choses les plus indispensables sont celles qui ne servent à rien ! Il faut savoir être patient et ne

pas vouloir des réponses trop rapides... Face à une société consumériste, qui a le culte de l'immédiateté, la culture de l'effort semble en déclin : on est tenté d'appeler de ses vœux une plus grande responsabilisation des élèves. Mais comment ? Par la **sanction** ? Les sanctions permettent-elles de motiver ? Les notes constituent-elles un « rite de passage », comme le suggère un professeur de lettres ? Il s'agit de ne pas perdre de vue les exigences de l'école, notamment en termes de savoirs. Une mère d'élève souligne cependant les dégâts d'une approche trop normative, centrée sur la sélection, et pas assez sur le développement des individus. Il faut laisser le temps aux élèves d'évoluer et d'assimiler les exigences. Une professeure de SES mentionne l'exemple belge où les redoublants bénéficient d'un accompagnement spécifique. Il faut prendre en compte le rythme de maturation de chaque enfant et l'accompagner pour l'aider à trouver sa voie. Le développement de « passerelles » permettant une plus grande souplesse dans les choix d'orientation, ainsi que de la formation tout au long de la vie, pourraient être aussi des moyens d'éviter les effets destructeurs du système actuel sur bon nombre d'individus.

Par ailleurs, des élèves se plaignent d'une trop importante charge de travail, de la difficulté de rester concentrés pendant plusieurs heures d'affilée. Une jeune allemande rappelle que dans son pays les élèves bénéficient d'activités d'expression, artistique ou sportive, l'après-midi. Mais est-ce seulement un problème quantitatif de nombre d'heures ? Ne faut-il pas aussi réfléchir aux façons de procéder : si l'on arrive à intéresser les élèves, à les mettre en activité, le temps passe plus vite ! La question des **rythmes scolaires** renvoie à celle des programmes, évoquée plus haut : les exigences sont-elles trop fortes ? S'agit-il d'« alléger » les programmes ? Ou de les mettre en oeuvre autrement, en prêtant plus d'attention à l'appropriation de ces savoirs par ces élèves, en leur apprenant à décontextualiser les savoirs et à les mobiliser dans d'autres contextes ? Par exemple, on cite des pratiques interdisciplinaires qui ont permis de faire travailler les élèves, en philosophie et en histoire-géo, en philosophie et en éco-droit, en histoire et en sciences économiques, avec le souci d'apporter des savoirs disciplinaires mais tout en aidant les élèves à faire le lien entre les différentes disciplines. Cela permet de gagner du temps et d'être plus en prise sur des problèmes actuels qui touchent de près à l'apprentissage de la citoyenneté (par ex. la guerre du Golfe).

Les dispositifs ministériels mentionnés dans la fiche n°8 ne laissent aucune place à l'initiative des enseignants sur le terrain : les auteurs de cette fiche semblent ignorer que les enseignants n'ont pas attendu les réformes successives pour mettre en place des solutions concrètes aux problèmes des élèves... L'aide individualisée, les TPE, l'ECJS ne sont pas des remèdes miracles : l'important n'est pas de rajouter des heures et des contraintes supplémentaires ! Le travail interdisciplinaire peut se faire dans le cadre du cours, de même que le travail par groupes : plusieurs exemples sont cités (ainsi, pour expliquer la division du travail, on peut leur proposer d'imaginer une société idéale dans laquelle ils doivent choisir les métiers les plus importants et leur fixer une rémunération et un niveau de formation...) Le problème est de trouver des **pratiques** qui mettent les élèves en situation d'apprentissage : et surtout, de trouver le temps et les moyens pour les mettre en oeuvre ! C'est évidemment impossible dans des classes à plus de 30 élèves. Il est nécessaire de bénéficier d'une **décharge horaire** permettant aux enseignants qui le souhaitent de s'investir dans ce travail et d'effectuer une concertation.

Un travail efficace suppose un investissement collectif : les enseignants doivent pouvoir **travailler en équipe**, mais ce travail d'équipe doit pouvoir être étendu aux autres membres de la communauté éducative, y compris les parents. Le rôle de parents

est rappelé, notamment par une élève qui souligne que les parents participent évidemment à l'éducation des enfants ! Pourquoi n'y a-t-il pas davantage d'échanges entre enseignants, parents, travailleurs sociaux, médecin et infirmière scolaire ? Un parent, élu au Conseil d'administration, insiste sur le faible investissement des parents et leur faible taux de participation aux élections des représentants.

La **vie au lycée** ne concerne pas seulement les cours, même si ceux-ci représentent bien entendu l'essentiel : des élèves expliquent que « pour bien travailler il faut se sentir bien au lycée » et insistent sur l'intérêt des sorties, de la journée sportive, le rôle du foyer comme lieu de convivialité... Le lycée doit pouvoir aussi proposer une vie sociale, comme c'est le cas dans des établissements britanniques, par exemple, rappelle une professeure d'anglais. L'enfant doit être pris dans sa globalité : l'école est aussi un lieu de vie. Une élève témoigne de sa propre expérience et affirme s'épanouir au lycée. L'internat notamment offre un cadre qui permet d'accompagner les élèves qui ne trouvent pas forcément chez eux un environnement propice. Pour tout cela aussi il faut des moyens.

Un parent d'élève conclut : la motivation ne se décrète pas : c'est le fruit de rencontres et d'un cheminement.

BILAN SITUATION	PROPOSITIONS
<p>chargés</p> <p>Groupes classes trop</p> <p>Hétérogénéité nécessaire, mais difficile à prendre en charge</p> <p>Manque de responsabilisation de l'élève (trop consommateur), de certains parents ?</p> <p>Manque de travail à la maison</p> <p>Programmes parfois chargés : un recentrage est-il nécessaire ? Rythmes trop soutenus.</p> <p>Evolution du travail de l'enseignant avec la massification et les transformations de la société : nécessité d'une adaptation des pratiques ?</p> <p>Problèmes liés à l'adolescence et aux difficultés d'intégration</p>	<p>1) Mettre en place des moyens publics pour réduire les effectifs de classes ; mettre en place des moyens permettant à tous d'atteindre un niveau minimum ; donner du sens à ce qui est fait par le lien avec l'actualité, la mise en activité de l'élève, le travail en groupe, la prise de parole des élèves, l'ouverture sur le monde ;</p> <p>2) Mettre en place des moyens publics pour renforcer le plaisir d'apprendre, de travailler ; améliorer les conditions d'accueil et de vie dans l'établissement scolaire (foyer, journée sportive, sorties, activités culturelles) ; se donner plus de temps : développer des rythmes plus individualisés/ des passerelles (ex. 1^e adapt)</p> <p>3) Mettre en place des moyens publics pour renforcer le travail d'équipe entre professeurs, professeurs et élèves, l'ensemble de l'équipe éducative ; Impliquer davantage les parents</p>

